

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 10 (Partie II, Titre JAI)

Proposition d'amendement au protocole :

Déposée par Madame ou Monsieur : Mme. Palacio.

Article 10 : [Contrôle des personnes aux frontières]

- 1) L'Union développe une politique visant à:
 - assurer l'absence de tout contrôle des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures ;
 - assurer le contrôle des personnes et la surveillance efficace du franchissement des frontières extérieures ;
 - mettre en place progressivement un système commun de gestion intégré des frontières extérieures.

- 2) A cette fin, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois ou lois-cadre portant sur:
 - les conditions d'entrée en vue d'un séjour de courte durée de ressortissants d'Etats tiers, y compris l'obligation de visa et l'exemption de cette obligation, les règles, procédures et conditions de délivrance des titres de franchissement des frontières extérieures, ainsi que le format uniforme pour ces titres ;
 - ~~[les contrôles auxquels peuvent être soumises les personnes franchissant les frontières extérieures ;]~~
 - les conditions dans lesquelles les ressortissants des pays tiers peuvent circuler librement dans l'Union pendant une courte durée ;
 - toute mesure nécessaire pour l'établissement progressif d'un système commun de gestion intégrée des frontières extérieures, à l'exception des normes sur les contrôles auxquels peuvent être soumises les personnes franchissant les frontières extérieures;
 - l'absence des contrôles des personnes, quelle que soit leur nationalité, lorsqu'elles franchissent les frontières intérieures.

- 3) Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité des lois et des lois-cadre concernant les contrôles auxquels peuvent être soumises les personnes franchissant les frontières extérieures; il statue après consultation du Parlement européen. Une fois accordé

le champ d'application de ces contrôles, le Parlement européen et le Conseil adoptent les lois ou lois-cadre conformément à la procédure législative.

Explication:

En ce qui concerne les contrôles sur les personnes qui franchissent les frontières extérieures, je dois insister fermement sur l'importance de l'arrangement qui nous a permis à Nice d'ouvrir la porte vers la majorité qualifiée dans ce domaine. Selon la déclaration annexe à l'article 67 TCE lors de la Conférence de Nice, il faut d'abord qu'il y ait un accord sur le champ d'application des mesures concernant le franchissement par les personnes des frontières extérieures des Etats membres avant de pouvoir prendre des décisions à la majorité qualifiée . C'EST UNE QUESTION MAJEURE. En même temps je suis conscient de l'intérêt de l'Union pour que des éventuelles normes puissent être adoptées dans ce domaine à la majorité qualifiée. Je ne vois pas d' alternative au maintien de l'unanimité au Conseil, quitte à trouver préalablement un accord entre les Etats concernés reconnu dans la Constitution et trouvant une solution aux différents problèmes soulevés dans ce chapitre à cause du différend sur Gibraltar.